Des réfugiés prétendument agressés à Cologne manifestent : peut-on les croire ?

écrit par Jean Schoving | 22 février 2016

Les forces de sécurité ont-elles fait subir des abus sexuels à des migrants à Cologne ?

Par Felix Huesmann
19 février, 2016

Cologne connaît un nouveau scandale et une nouvelle fois, il s'agit de violences sexuelles : des membres d'un service de sécurité dans un foyer de premier accueil à Cologne sont accusés d'abus sexuels par des réfugiés. D'autres accusations portées contre les gestionnaires de l'installation dans deux

lettres ouvertes sont graves elles aussi. Voici ce que disent les réfugiés, les organismes de soutien aux réfugiés, les services de sécurité, la municipalité et la police concernant ces accusations :

Quelles sont les accusations portées par les réfugiés ?

Les accusations rendues publiques mercredi par les réfugiés hébergés dans un foyer de premier accueil de Humboldt-Gremberg, un quartier de Cologne, sont graves. Dans deux lettres ouvertes remises à l'Office fédéral pour la migration et les réfugiés, ils accusent les membres de l'entreprise de sécurité qui y interviennent entre autres d'abus sexuels. « Ils filment les femmes en train d'allaiter, à la douche et la nuit dans leur sommeil. Ils tirent les couvertures de couples dans leur lit, quand ceux-là sont nus et en pleines relations intimes. Ils forcent des femmes à des rapports sexuels », y est-il dit. Des membres d'un service de sécurité auraient proposé en outre à certaines femmes de leur procurer un logement – en échange de rapports sexuels. Face aux réfugiés, ces membres du personnel de sécurité se seraient présentés comme « réseau maffieux », rapporte un des courriers. Ils auraient parfois été ivres et auraient insulté et menacé les personnes hébergées.

Mais les plus que 50 réfugiés qui ont manifesté mercredi à Cologne après la remise de deux lettres ouvertes s'inquiètent aussi de la situation générale au sein du foyer : dans la seconde lettre ouverte, ils se plaignent entre autres d'une absence d'espace privé, de mauvaises conditions d'hygiène et de repas insuffisants. Quelque 200 réfugiés vivent dans un espace restreint dans ce gymnase transformé. Les lits de camp sur lesquels dorment les réfugiés ne sont pas séparés par des cloisons. De plus, la lumière serait allumée en permanence.

Dans leur lettre ouverte, les réfugiés se plaignent en outre du fait que l'assistance médicale n'y serait pas assurée. Rendre visite à un médecin serait refusé à des personnes

gravement malades et les ambulances ne seraient pas appelées.

Que disent les organismes de soutien aux réfugiés ?

Parler aux réfugiés s'avère difficile au lendemain de la divulgation des reproches. Les journalistes et visiteurs non annoncés n'ont pas accès à l'enceinte du foyer de premier accueil. Et les rares réfugiés quittant par moments le site ne parlent généralement que l'arabe.

C'est pourquoi je rencontre Saskia (le nom est modifié), une Allemande du soutien aux réfugiés, à Kalk, un quartier voisin. La jeune femme fait des études de travailleuse sociale et vient en aide aux réfugiés de la salle de sport pour rendre publiques leurs requêtes. « Quelques amis ont distribué il y a peu de temps des tracts comportant le slogan 'Nobody chooses to be a refugee'. À cette occasion, ils sont entrés en contact avec un habitant du camp », raconte-t-elle. « Ce dernier les a appelés vendredi de la semaine dernière en leur demandant de passer au gymnase, que ce serait très important. »

Le gymnase abrite 200 réfugiés

Quand ils sont arrivés au gymnase, dit Saskia, environ 100 réfugiés venaient tout juste d'entamer une grève de la faim pour protester contre la situation au sein du foyer. Les réfugiés auraient pris cette décision la veille au cours d'une grande assemblée. Ils lui auraient raconté que le personnel du foyer se serait moqué d'eux pour cette raison, raconte Saskia. « C'est seulement à la suite de cela que nous nous sommes réunis le soir avec des porte-parole des réfugiés et commencé en commun avec eux à rédiger une lettre ouverte. Au cours de cet entretien, les gens ont commencé à parler d'abus sexuels au sein du camp. »

Jusqu'au moment où les réfugiés auraient osé en parler, selon Saskia, un certain temps se serait écoulé. « Il faut aussi se

représenter à quel point il est difficile de parler de ces choses, même si on n’est pas directement concerné, quand il s’agit peut-être de sa fille », poursuit-elle. La lettre ouverte dans laquelle elles accusent les membres du service de sécurité d’agressions sexuelles aurait été écrite par les femmes concernées, en commun avec des assistantes allemandes, en allemand et en arabe. Saskia et ses compagnons de lutte entendent avant tout offrir maintenant aux femmes un local protégé pour leur permettre d’échanger et de s’organiser. L’objectif des réfugiés : « Ils veulent surtout quitter rapidement le foyer ! Jusqu’à présent, le service de sécurité n’a même pas été remplacé », dit Saskia.

Que dit l’entreprise de sécurité ?

L’entreprise de gardiennage et de sécurité intervenant dans le foyer de premier accueil n’a pas répondu jeudi à la demande écrite de VICE. Le chef de projet compétent de l’entreprise a cependant répondu dès mercredi au journal *Kölner Stadtanzeiger :* « Je suis scandalisé par ces accusations. Je suis persuadé qu’elles sont absolument sans fondement. »

Que dit la police ?

Quand les accusations d’abus sexuels ont été connues dans la journée de mercredi, la police a assez rapidement commencé ses investigations. Un groupe d’enquête a été constitué à cet effet, déclare un porte-parole des autorités. « Il est composé de fonctionnaires expérimentés, principalement de sexe féminin, qui s’occupent aussi par ailleurs de délits sexuels ». Mercredi, la police a commencé à interroger les femmes du foyer.

Jusque jeudi après-midi, 50 femmes auraient été entendues ; à cause des interprètes nécessaires pour les différentes langues, cela n’aurait pas été très simple. Jusqu’à présent, aucune des femmes interrogées ne s’est encore fait connaître à la police comme victime concernée. Mais cela n’a pas

nécessairement une signification, et face à des accusations d'une telle gravité, on continue bien entendu l'enquête, indique la police de Cologne. Selon Saskia qui intervient auprès des réfugiés, le fait de ne pas se faire connaître est dû aux circonstances présidant aux interrogations : « Si les mêmes membres du personnel de sécurité continuent à circuler dans le camp pendant ce temps, ce n'est pas étonnant », dit-elle. De plus, les réfugiées auraient rapporté que pour une partie des auditions, ce serait le personnel de l'hébergement qui aurait servi d'interprète – et elles n'auraient aucune confiance en ces personnes.

Que disent les gestionnaires du foyer d'hébergement ?

L'hébergement des réfugiés relève de la compétence de la ville de Cologne. Le foyer de premier accueil est géré par la Croix-Rouge allemande pour le compte de la ville. Jusqu'à présent, la Croix-Rouge de Cologne n'a pas répondu à une question écrite de VICE au sujet des accusations portées. Mais la ville de Cologne a pris position en détail jeudi au moyen d'un communiqué de presse de quatre pages.

La ville coopère correctement avec l'entreprise de sécurité mandatée, dit cette déclaration. L'entreprise se conforme à des standards élevés et dispose d'une « certification DIN » correspondante. Les membres du personnel auraient même bénéficié d'une formation via un entraînement antiraciste et seraient contrôlés régulièrement par des « chefs de service mobiles ».

La ville prend également position concernant les autres accusations : c'est ainsi que pour des raisons de protection anti-incendie, on ne pourrait installer des cloisons mobiles pour une meilleure protection de la sphère privée. Poser des rideaux de douche dans les douches séparées selon les sexes ne serait pas possible pour des raisons architecturales.

Alors que les réfugiés rapportent dans leurs lettres que pour

le petit-déjeuner et le dîner, il n’y a généralement que du vieux pain, du beurre et du Nutella, trop peu de soupe et du riz cuit à moitié pour le déjeuner, la ville parle dans son communiqué de presse de repas à profusion, mis à disposition par un traiteur. L’assistance médicale serait elle aussi assurée en quantité suffisante, selon la ville. La ville repousse également tout reproche concernant une mauvaise situation en matière d’hygiène.

Alors que l’enquête de la police se poursuit et que la ville, malgré sa prise de position claire, annonce elle aussi un contrôle interne et une « élucidation sans concessions et sans failles », ce qui s’est véritablement passé ne semble pas clair pour l’instant. D’un côté, on a un démenti direct de l’entreprise de sécurité et de la ville de Cologne. De l’autre côté, on trouve plus de 50 réfugiés, qui portent sur la voie publique leurs protestations et rédigent des lettres ouvertes. Les réfugiés et leurs protecteurs n’entendent pas non plus renoncer aussi rapidement à ces revendications. Pour la journée de samedi, ils annoncent une autre manifestation au centre-ville de Cologne. Il est question également de protestations à long terme dans le domaine public.

http://www.vice.com/de/read/gab-es-sexuellen-missbrauch-durch-sicherheitskraefte-in-einer-koelner-fluechtlingsunterkunft-118

Note de Christine Tasin

Nous avons vu tant d’horreurs de la part des « migrants » et de leurs défenseurs « no borders » depuis quelques mois que nous ne pouvons pas croire les plaintes (officieuses puisqu’ils gardent le silence devant la police…) des 50 quidams. La tentation est grande de voir en ces plaintes le souci d’obtenir toujours plus, et peut-être même de se débarrasser de personnes pas assez complaisantes dans le service de sécurité.